



**COMMUNIQUÉ
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE**

Non à une politique d'austérité en France et en Europe dans le champ de l'ESR

En cette rentrée universitaire, l'Association Française de Science Politique exprime sa plus vive inquiétude quant à la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

Quatre universités françaises sur cinq risquent de terminer l'année en déficit : 60 établissements prévoient d'être dans le rouge fin 2024 sur un total de 75, alors qu'elles n'étaient une quinzaine en 2022 et une trentaine en 2023.

Cette situation alarmante est la conséquence des baisses de crédits alloués par l'État. En début d'année, 900 millions d'euros d'économies ont déjà été imposés aux universités françaises. Il ne serait pas acceptable que de nouvelles mesures d'austérité impactent à nouveau en 2025 des universités françaises déjà exsangues.

Les demandes répétées des acteurs qui font vivre l'ESR au quotidien en France – dans des conditions d'exercices professionnels et des situations pédagogiques de plus en plus dégradées – doivent être entendues par le nouveau gouvernement.

Au premier rang de ces demandes, un « choc des moyens » pour accueillir dignement les étudiants qui découvrent ou retrouvent les bancs de l'université en cette rentrée universitaire.

L'inquiétude du monde universitaire français est d'autant plus grande que les caisses de l'enseignement supérieur sont clairement dans le viseur de Bercy qui a identifié 5,6 milliards d'euros de trésorerie pouvant en tout ou partie être prélevés pour réduire le déficit public du pays. Le président de France Universités, Guillaume Gellé, s'est lui-même alarmé à la mi-septembre : « Une politique d'austérité casserait la dynamique des universités », « beaucoup d'établissements sont exsangues et ne peuvent accueillir les étudiants dans des conditions dignes ».

Les plafonds de crédits établis par Matignon comme hypothèses pour le budget 2025 prévoient à ce jour une baisse de 300 millions d'euros pour le périmètre de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec un total s'établissant à 31,3 milliards d'euros.

L'AFSP demande donc au nouveau gouvernement d'inverser de toute urgence la tendance et de répondre aux demandes légitimes des présidents d'universités qui réclament, au contraire, des moyens supplémentaires. L'ESR n'est pas un coût, c'est un investissement pour l'avenir du pays, de sa jeunesse et de son rayonnement scientifique international.

Au contexte français s'ajoute celui qu'on observe à l'échelle de l'UE, puisque quelques mois seulement après des élections européennes qui ont très peu mis en avant les enjeux de la recherche et du supérieur à l'échelle de notre continent, les États membres de l'Union européenne, via le Conseil, ont décidé d'amputer de 295 millions d'euros par an le budget d'Erasmus+.

En France comme en Europe, l'austérité appliquée au domaine de l'éducation et de la science représente un danger pour la démocratie. En Europe comme en France, les budgets de l'enseignement, de la formation en général et de la recherche doivent être *a minima* immédiatement sanctuarisés, et à court terme massivement abondés pour répondre aux besoins et aux ambitions des acteurs et publics de l'ESR.

Paris, le 24 septembre 2024